

Statuts de « L'Association des Maires pour le Civisme » (AMC)

ARTICLE PREMIER – NOM DE L'ASSOCIATION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : « Association des Maires pour le Civisme », ci-après dénommée « l'association » ou « l'AMC ».

ARTICLE 2 - OBJET

Cette association a pour objet de fédérer toutes celles et ceux qui souhaitent défendre, porter et transmettre de façon concrète les valeurs du civisme sur leur territoire.

Afin de contribuer à la réalisation de cet objet et sans prétendre à l'exhaustivité, l'association pourra de façon habituelle et selon les modalités qu'elle souhaite, fournir les services suivants :

- accompagnement et conseil de ses membres dans la mise en œuvre d'actions concrètes : organisation d'interventions, de journées d'étude, de réunions...
- réalisation et mise à disposition de supports de toutes formes et notamment : passeport du civisme, plaquette de communication...

ARTICLE 3 - SIÈGE

Le siège social est fixé à la mairie de Talmont-Saint-Hilaire en Vendée (3 Rue de l'Hôtel de ville, 85440 Talmont-Saint-Hilaire).

Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

ARTICLE 4 - DURÉE

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 5 - COMPOSITION

L'association rassemble toutes les personnes qui adhèrent à l'objet de l'association, remplissent les conditions fixées à l'article 6 et sont à jour du paiement de leur cotisation telle que prévue à l'article 7.

L'association se compose de membres adhérents, de membres bienfaiteurs, de membres d'honneur et de membres fondateurs

- a) « Membres adhérents » : peuvent adhérer les communes, les EPCI à fiscalité propre, les établissements publics et les collectivités à statut particulier. Ils sont représentés par les personnes désignées lors de l'adhésion dans les conditions prévues par le règlement intérieur. Ils s'engagent à participer régulièrement au fonctionnement et aux activités de l'association.

ARTICLE 9 – AFFILIATION ET PARTENARIATS

Par décision simple du bureau, la présente association peut, pour un but concourant à la réalisation de son objet, adhérer à d'autres associations, unions ou regroupements et établir des partenariats avec toute personne physique ou morale, publique ou privée.

ARTICLE 10 - RESSOURCES

Les ressources de l'association comprennent :

- a) Le produit des cotisations,
- b) Les subventions publiques ou privées,
- c) Les dons manuels et aides privées que l'association peut recevoir
- d) Les revenus de ses biens et activités
- e) toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 11 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association à jour du paiement de leur cotisation à la date de la convocation, les membres bienfaiteurs, les membres d'honneur et les membres fondateurs.

Elle se réunit au moins une fois chaque année sur convocation du Président, ou sur la demande de la moitié plus un des membres adhérents. Les convocations sont adressées dix jours au moins avant la réunion par courrier ou par courriel.

L'ordre du jour figure sur les convocations.

Le président, assisté des membres du conseil d'administration, préside l'assemblée et expose la situation morale et l'activité de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) à l'approbation de l'assemblée.

Les amendements éventuels du règlement intérieur et de la Charte du civisme sont portés à la connaissance de l'assemblée générale.

Ne peuvent être abordés que les points inscrits à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, à main levée, excepté l'élection des membres du conseil d'administration qui est effectuée à bulletin secret.

Un membre adhérent ne pouvant être présent à l'assemblée générale peut être représenté selon les conditions prévues dans le règlement intérieur.

Les délibérations de l'assemblée sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur le registre des délibérations de l'association et signés par le président et le secrétaire.

spécifiques dont le rôle et les modalités de fonctionnement sont décrits aux termes du règlement intérieur.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur le registre des délibérations de l'association et signés par le président et le secrétaire.

ARTICLE 14 - LE BUREAU

Le conseil d'administration élit parmi ses membres, un bureau composé de trois personnes :

- 1) Un(e) président(e) ;
- 2) Un(e) secrétaire;
- 3) Un(e) trésorier(e),

Le bureau a pour fonction d'assister le président dans la gestion de l'association. Il reçoit en tant que tel, délégation permanente pour assurer tous les actes de gestion courante, pour assurer l'animation de l'association et organiser toutes les manifestations nécessaires à la vie de l'association.

La répartition des rôles et des fonctions entre le conseil d'administration, le bureau et ses membres est, au besoin, précisée par le règlement intérieur.

ARTICLE 15 - INDEMNITÉS

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d'administration et du bureau, sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat ou de leur statut de membre peuvent être remboursés sur justificatifs. Le rapport financier présenté à l'assemblée générale ordinaire présente, par bénéficiaire, les remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation.

ARTICLE 16 - RÉGLEMENT INTÉRIEUR

Le règlement intérieur est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

Le règlement intérieur, ainsi que les éventuels amendements à venir, sont préparés par le bureau et approuvés par le conseil d'administration. Ils sont portés à la connaissance de l'assemblée générale.

ARTICLE 17 – CHARTE DU CIVISME

En adhérant à l'association, les membres s'engagent à respecter la Charte du civisme, constitutive de l'association.

Les amendements éventuels de la Charte du civisme sont préparés par le bureau et approuvés par le conseil d'administration. Ils sont portés à la connaissance de l'assemblée générale.